

21 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
22. Mai 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
ABGEORDNETENKAMMER	3
SENAT	3
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	4
FÖDERALREGIERUNG	4
BELGISCHE NATIONALBANK	11
VLAAMSE REGERING	11
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	14
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT	15
EUROPÄISCHE PARLAMENT	15
GROSSREGION	15
EVTZ EUREGIO MAAS-RHEIN	15
BELGISCHES STAATSBLETT	17
QUELLENVERZEICHNIS	23

Neues aus den Parlamenten



Abgeordnetenversammlung

Dokument Nr. [4045](#)

16.05.2024

Auditions concernant la révision éventuelle de l'article 150 de la Constitution.



Senat

Le Sénat vote sur le projet de déclaration de révision de la Constitution

17/05/2024

Le Sénat a adopté le vendredi 17 mai 2024 le projet de déclaration de révision de la Constitution.

... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Föderalregierung

Mitteilung vom 21.05.2024

Nombre record de candidats à des emplois au sein de l'administration fédérale

L'an dernier, près de 140 000 personnes ont postulé à un emploi au sein de l'administration fédérale. Il s'agit d'un nombre record. Cela prouve que l'administration fédérale est un employeur attractif. Les résultats d'une récente enquête d'image confirment cette attractivité.

L'administration fédérale, sous la houlette du SPF BOSA, a publié un peu moins de 10 000 offres d'emploi sur le site travaillerpour.be en 2023. Malgré un marché du travail tendu en Belgique, un nombre record de personnes ont postulé à ces emplois. Pour être précis, il y a eu pas moins de 137.324 candidatures, soit une augmentation de 11 % par rapport à 2022.

Mitteilung vom 17.05.2024

Conseil des ministres du 17 mai 2024

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 17 mai 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Circulaire relative aux conflits d'intérêts dans le cadre des marchés publics

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo et de la ministre de la Fonction publique Petra De Sutter, le Conseil des ministres a approuvé un projet de circulaire portant sur la déontologie, les conflits d'intérêts et le mécanisme du tourniquet (« revolving doors ») dans le cadre des marchés publics.

Nomination des membres du conseil d'administration du Ducroire

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination des membres du conseil d'administration du Ducroire.

Marché public pour le SPF Finances

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué

son accord sur la passation d'un marché public relatif à des services de nettoyage pour le SPF Finances.

Modifications concernant le Service fédéral d'audit interne

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à préciser les missions du Service fédéral d'audit interne (FAI) en modifiant en profondeur son arrêté constitutif qui date du 4 mai 2016.

Loterie nationale : répartition des subsides définitive pour 2023 et provisoire pour 2024

Sur proposition du ministre chargé de la Loterie nationale Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal déterminant le plan de répartition définitif 2023 et le plan de répartition provisoire 2024 des subsides de la Loterie nationale.

Révision de l'allocation pour les formateurs internes auprès des établissements pénitentiaires

Sur proposition du ministre de la Justice Paul van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté ministériel du 30 juillet 2001 octroyant une allocation à certains agents des services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires désignés par mandat à temps plein à la fonction de formateur auprès des centres pénitentiaires de formation de base.

Réforme du comité de direction de la Sûreté de l'État

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal réformant le comité de direction de la Sûreté de l'État (VSSE).

Marchés publics pour le SPF Justice

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de divers marchés publics pour le SPF Justice.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'une série de marchés publics pour la Défense.

Marchés publics pour la Police fédérale

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de quatre marchés publics pour la Police fédérale.

Marché public pour le Centre de crise national

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à une campagne d'information pour le Centre de crise national.

Nomination des membres du conseil d'administration d'ASTRID

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination des membres du conseil d'administration d'ASTRID.

Optimisation du fonctionnement du Conseil fédéral de police

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui formule un certain nombre de propositions visant à optimiser le fonctionnement du Conseil fédéral de police.

Révision du règlement d'ordre intérieur du Conseil fédéral du développement durable

Sur proposition de la ministre du Développement durable Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal mettant à jour le règlement d'ordre intérieur du Conseil fédéral du développement durable (CFDD).

Création du Centre d'analyse des risques climatiques et environnementaux

Sur proposition de la ministre du Climat Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la création du Centre d'analyse des risques climatiques et environnementaux.

Marché public pour le SPF Affaires étrangères

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public concernant la valise diplomatique pour le SPF Affaires étrangères.

Fixation de la rémunération des directeurs de Hedera et du CFO de Nuclear Sub

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la rémunération des directeurs de Hedera. Le Conseil des ministres a aussi marqué son accord sur la fixation de la rémunération du directeur financier de « Nuclear Sub ».

Marché public pour la Régie des bâtiments

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie Mathieu Michel, le Conseil des ministres a

marqué son accord sur la prolongation d'un marché public relatif au système IWMS (Integrated Workplace Management System) pour la Régie des bâtiments.

Avenants aux contrats de gestion du Théâtre royal de la Monnaie, du Palais des Beaux-Arts et de l'Orchestre national de Belgique

Sur proposition de la ministre des Institutions culturelles fédérales Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur les avenants aux contrats de gestion 2022-2024 du Théâtre royal de la Monnaie (TRM), du Palais des Beaux-Arts et de l'Orchestre national de Belgique.

Soutien à la numérisation du patrimoine scientifique et culturel

Sur proposition du secrétaire d'État en charge de la Politique scientifique Thomas Dermine, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la consolidation du soutien apporté par l'État fédéral à la numérisation du patrimoine scientifique et culturel des établissements scientifiques fédéraux et de la Cinémathèque royale de Belgique, en mettant en place un cadre structurel et en y accordant un financement récurrent.

Plan d'approche en vue de l'établissement d'un plan transversal d'adoption du cloud pour l'administration fédérale

Sur proposition du secrétaire d'État à la Digitalisation Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un plan d'approche en vue de l'établissement d'un plan transversal d'adoption du cloud auprès de l'administration fédérale pour d'une mise en œuvre cohérente et sécurisée d'une politique cloud au sein des différentes institutions fédérales.

Stratégie commune 2024-2026 en matière de sécurité de l'information pour l'administration fédérale

Sur proposition du secrétaire d'État à la Digitalisation Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la stratégie commune en matière de sécurité de l'information pour l'ensemble de l'administration fédérale pour la période 2024-2026.

Service bancaire de base pour les entreprises

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif aux motifs de refus dans le cadre du service bancaire de base pour les entreprises.

Analyse d'impact de la réglementation : plan d'action, application et adaptations

Dans le cadre de l'analyse d'impact de la réglementation (AIR), le Conseil des ministres a marqué

son accord sur un plan d'action, le renforcement de l'application de l'AIR et l'adaptation du formulaire AIR.

Régie des Bâtiments : plan d'action énergie et espaces de bureaux

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le plan d'action énergie et espaces de bureaux.

Régie des bâtiments : baux emphytéotiques pour des espaces de coworking

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a approuvé cinq projets d'arrêté royal organisant la mise à disposition d'un bien immobilier de l'Etat, géré par la Régie des bâtiments, pour l'établissement de "New Places of Working".

Concession domaniale dans le cadre de la rénovation du site du Pavillon Chinois

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord de principe sur l'octroi d'une concession domaniale à l'ASBL Palais Chinois, dans le cadre de la rénovation du site du Pavillon Chinois sis avenue Van Praet 44 à Bruxelles.

Installations de chauffage et de conditionnement d'air de certaines institutions scientifiques

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des Bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a autorisé le lancement de la procédure de passation d'un marché public concernant la gestion des installations de chauffage et de conditionnement d'air dans certains bâtiments des institutions scientifiques fédérales.

Régie des bâtiments : mise en concession du Palais de la Dynastie

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un projet de mise en concession du Palais de la Dynastie situé au Mont des Arts à Bruxelles.

Régie des bâtiments : rénovation et restauration de l'établissement pénitentiaire de Merksplas

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un marché public pour la rénovation et la restauration de l'établissement pénitentiaire de Merksplas.

Octroi d'un bail emphytéotique pour le site du palais abbatial de Saint-Hubert

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la mise en emphytéose des complexes faisant partie du Site du palais abbatial de Saint-Hubert pour une durée de 99 ans. Le site fera l'objet d'une rénovation complète et d'un développement économique qui permettra la création d'emploi.

Accueil fédéral hivernal de personnes sans-abri 2024-2025

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Karine Lalieux, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'organisation du dispositif fédéral d'accueil hivernal pour personnes sans-abri en Région de Bruxelles-Capitale.

Nomination de membres du conseil d'administration de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Égalité des genres Marie-Colline Leroy, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination et remplacement de plusieurs membres du conseil d'administration de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Congés thématiques au Collège réuni de la Commission Communautaire Commune

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'octroi de congés thématiques à certains membres du personnel du Collège réuni de la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale.

Salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif aux salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne.

Transposition de la directive sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits

Sur proposition du ministre de l'Economie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à transposer en droit belge la directive européenne (UE) 2021/2167 sur les gestionnaires de crédits et les acheteurs de crédits.

Convocation des collèges électoraux

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant convocation des

collèges électoraux pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi que convocation des nouvelles Chambres.

Conformité des produits de construction : traitement des données personnelles par le SPF Economie

Sur proposition du ministre de l'Economie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à modifier la loi portant exécution du règlement européen établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction.

AFSCA : honoraires des vétérinaires indépendants chargés de mission

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prévoyant une hausse des honoraires des vétérinaires indépendants, chargés de mission par l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA)

Accord de coopération d'exécution relatif à la réalisation du projet ferroviaire prioritaire régional « Axe Bruxelles-Luxembourg »

Sur proposition du ministre de la Mobilité Georges Gilkinet, le Conseil des ministres a approuvé l'accord de coopération bilatéral d'exécution entre l'État fédéral et la Région wallonne relatif au projet ferroviaire prioritaire régional « Axe Bruxelles-Luxembourg ».

Investissements des mutualités et des unions nationales

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 29, § 4, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Dotation d'équilibre travailleurs salariés et travailleurs indépendants pour 2023 et 2024

Sur proposition du ministre des Indépendants David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal fixant les montants définitifs de la dotation d'équilibre dans le régime des travailleurs salariés et dans le régime des travailleurs indépendants pour l'année 2023 et modifiant les montants pour 2024.

Avenant à la convention nationale hôpitaux/organismes assureurs

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé le cinquième avenant à la convention nationale du 12 décembre 2019 conclue entre les hôpitaux et les organismes assureurs.

Entretien d'accompagnement de bon usage des médicaments pour la bronchopneumopathie chronique obstructive

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un avenant à la convention entre les pharmaciens et les organismes assureurs ainsi qu'un projet d'arrêté royal concernant l'entretien d'accompagnement de bon usage des médicaments pour la bronchopneumopathie chronique obstructive.

Règlement de répartition des affaires du tribunal du travail de Gand

Sur proposition du ministre de la Justice Paul van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le règlement de répartition des affaires du tribunal du travail de Gand.

Accord de coopération avec la Communauté flamande en matière d'accompagnement et de traitement des auteurs d'abus sexuels

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération entre l'État fédéral et la Communauté flamande concernant l'accompagnement et le traitement des personnes soupçonnées, accusées, condamnées ou internées pour des crimes sexuels.

Exonération des revenus du travail pour les personnes en situation de handicap en inactivité de longue durée

Sur proposition de la ministre en charge des Personnes handicapées Karine Lalieux, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à assouplir les règles de cumul permises entre les allocations aux personnes en situation de handicap et leurs revenus du travail et ce, pour les personnes en inactivité de longue durée.

Réforme de l'Autorité nationale de sécurité : modalités pratiques relatives aux vérifications de sécurité

Le Conseil des ministres a approuvé quatre projets d'arrêté royal qui s'inscrivent dans le cadre de la réforme de l'Autorité nationale de sécurité, de la révision de la classification et des habilitations de sécurité, des avis de sécurité et du service public réglementé.

Prolongation de l'allocation pour la sécurité locale des communes

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal prolongeant l'allocation destinée aux communes dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Champ d'application de la loi réglementant la sécurité privée et particulière

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant les professions ou activités qui ne sont pas considérées comme des activités visées dans la loi réglementant la sécurité privée et particulière.

Dispositions relatives à la cybersécurité nucléaire

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'entrée en vigueur de diverses dispositions relatives à la cybersécurité nucléaire et à la désignation des autorités consultatives.

Utilisation de la provision interdépartementale pour le financement des projets climat

Sur proposition de la ministre du Climat Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a marqué son accord sur les projets qui seront financés par la provision interdépartementale climat.

Indice de réparabilité des biens - Deuxième lecture

Le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté royal concernant l'indice de réparabilité pour les biens.

Instauration d'un indice de durabilité

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal instaurant un « indice de durabilité » pour les lave-linges et les téléviseurs.

Harmonisation de la législation relative aux dommages environnementaux

Sur proposition de la ministre de l'Environnement Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à mettre en conformité la législation belge avec les dispositions de la directive européenne 2004/35/CE (UE) sur les dommages environnementaux.

Rapport semestriel sur le Plan de relance et d'investissement

Sur proposition du secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques Thomas Dermine, le Conseil des ministres a approuvé le rapport semestriel relatif à la mise en œuvre du Plan de relance et d'investissement (PRI).

Fixation du statut des enquêteurs Statbel

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne et de la ministre de la Fonction publique Petra De Sutter, le Conseil des ministres a

approuvé un projet d'arrêté royal proposant un statut à part entière pour les enquêteurs Statbel.

Accord de coopération relatif à la directive services

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération avec la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif à la directive 2006/123/CE ainsi qu'un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération.

Rapport sur l'évolution du marché des assurances insolvabilité dans le secteur du voyage

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne et de la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs Alexia Bertrand, le Conseil des ministres a pris acte du rapport sur l'évolution du marché des assurances insolvabilité dans le secteur du voyage et a marqué son accord sur le maintien des pourcentages actuels des plafonds de couverture et d'intervention de l'État.

Fedasil : prolongation du recours au travail intérimaire

Sur proposition de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation du recours au travail intérimaire pour Fedasil.

Fedasil : création de places médicales et prolongation des places pour mineurs non accompagnés à Bordet

Sur proposition de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la création de places médicales et la prolongation du tarif COO pour l'accueil des demandeurs d'asile.

Traitement des données des Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'enregistrement des données dans les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles (CPVS).

Cour internationale de justice : intervention concernant l'interprétation du terme "génocide"

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt et de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'intervention de la Belgique devant la Cour internationale de justice.

Affaires étrangères: planning des missions de gestion civile des crises

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le planning indicatif des missions de gestion civile des crises pour 2024. Le Conseil des ministres a également approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la couverture budgétaire de la participation à ces missions.

Ukraine : attribution de crédits pour des initiatives d'organisations internationales

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le financement à l'aide du Fonds Ukraine d'initiatives prises par diverses organisations et organismes internationaux en faveur de l'Ukraine.

Actualisation du mécanisme interdépartemental d'aide d'urgence B-FAST

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif au mécanisme interdépartemental d'aide d'urgence B-FAST, Belgian First Aid and Support Team.

Opérations B-FAST au Moyen-Orient et en Afrique centrale

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur les dépenses du SPF Affaires étrangères consacrées aux missions B-FAST à Gaza, en Égypte, en Jordanie, en République démocratique du Congo et en République du Congo en réponse à la crise humanitaire à Gaza et aux inondations en Afrique centrale.

Intervention de Finexpo dans la construction d'un parc solaire en Équateur

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'émission d'une promesse dans le cadre de l'intervention de Finexpo pour la construction d'un parc solaire en Équateur.

Prolongation de la convention de logement pour le secrétariat d'Eureka

Sur proposition du secrétaire d'État en charge de la Politique scientifique Thomas Dermine, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation de la convention de logement pour le secrétariat d'Eureka.

Régie des bâtiments : actualisation du plan pluriannuel 2021-2041

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'actualisation

du plan pluriannuel 2021-2041 pour les besoins immobiliers de la Régie des bâtiments.

Revalorisation du site du Cinquantenaire : approbation du masterplan et deuxième rapport intermédiaire sur l'état d'avancement du projet

Le Conseil des ministres a marqué son accord sur le masterplan pour la revalorisation et la réorganisation du site du Cinquantenaire et sur le deuxième rapport intermédiaire sur l'état d'avancement du projet.

Rapport de synthèse sur l'Intégration des objectifs de développement durable dans les notes de politique générale

Sur proposition de la ministre du Développement durable Zakia Khattabi, le Conseil des ministres a pris acte du rapport de synthèse sur l'Intégration des objectifs de développement (SDG pour « sustainable development goals ») durable dans les notes de politique générale des membres du gouvernement.

Finalisation du plan fédéral énergie et climat actualisé

Sur proposition de la ministre du Climat Zakia Khattabi et de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a pris acte d'une proposition de plan fédéral énergie et climat actualisé, en guise de contribution au Plan national énergie et climat 2021-2030 actualisé.

Nouveaux statuts de l'Institut national des radioéléments

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne et de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a émis un avis favorable concernant les nouveaux statuts de l'Institut national des radioéléments (IRE).

Marché public pour l'Office national des vacances annuelles

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public de services et de fournitures par l'Office national des vacances annuelles (ONVA).

Ukraine : attribution de la deuxième tranche des crédits pour des initiatives d'organisations internationales

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le financement à l'aide du Fonds Ukraine d'initiatives prises par diverses organisations et organismes internationaux en faveur de l'Ukraine.

Accord de coopération avec la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux prêts de la facilité pour la reprise et la résilience

Sur proposition du secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques Thomas Dermine, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération avec la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'utilisation des prêts de la facilité pour la reprise et la résilience (RRF), ainsi qu'un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération.

Financement de projets via le Fonds de transition énergétique

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé treize projets d'arrêté royal concernant l'octroi de subventions en utilisant le Fonds de transition énergétique.

Modalités et frais de fonctionnement de la Commission des provisions nucléaires

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal fixant respectivement le montant maximal annuel des frais de fonctionnement et des frais du secrétariat permanent de la Commission des provisions nucléaires et les modalités et frais de fonctionnement de la Commission et de son secrétariat permanent.

Nominations au sein des conseils d'administration d'Elia, de Fluxys Belgium et de Fluxys LNG

Sur proposition de la ministre de l'énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal nommant respectivement un représentant du gouvernement fédéral au sein du conseil d'administration d'Elia et un commissaire du gouvernement fédéral au sein du conseil d'administration de Fluxys Belgium SA et de Fluxys LNG SA.

Organisation, fonctionnement et gestion financière de « BE-WATT »

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant le service administratif à comptabilité autonome dénommé « BE-WATT », incorporé au SPF Économie.

Montants 2024 des fonds pour le financement des tarifs sociaux pour la fourniture d'électricité et de gaz

Sur proposition de la ministre de l'Energie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant les montants pour 2024 des fonds destinés au financement du coût réel résultant de l'application de

prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels.

Dispositions relatives au tarif social

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel concernant les modalités relatives au tarif social.

Tarifification Fedasil

Sur proposition de la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a marqué son accord sur les nouveaux tarifs d'accueil différenciés et les modalités financières pour le futur financement des places d'accueil gérées par les partenaires de l'accueil et par l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile.

Modifications concernant la fin de carrière du personnel opérationnel des zones de secours

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant la fin de carrière du personnel opérationnel des zones de secours.

Utilisation du 2-méthylloxolane dans les denrées alimentaires

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal concernant l'utilisation du 2-méthylloxolane dans les denrées alimentaires.

Marché public pour la prolongation de l'exploitation du site Justitia

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation d'un marché public concernant la gestion et l'entretien du site Justitia jusqu'au 31 décembre 2024, ainsi que sur la passation d'un marché public concernant la prolongation de l'exploitation de ce même site.

Statut unifié pour le personnel des services de renseignement et de sécurité

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Petra De Sutter et du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant création d'un statut administratif et financier unique et coordonné pour le personnel des services de renseignement et de sécurité.

Régie des bâtiments : prises en location pour les besoins de la Police fédérale

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la Régies des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil

des ministres a marqué son accord sur quatre dossiers de prises en location pour les besoins de la Police fédérale.

Rapport d'activité 2024 et nomination des membres du Comité d'étude sur les investissements publics

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem et du secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques Thomas Dermine, le Conseil des ministres a pris acte du rapport d'activité 2024 du Comité d'étude sur les investissements publics (CEIP), a marqué son accord sur le principe d'une poursuite de son financement pour la période 2025-2026 avant une nouvelle évaluation, et a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination d'un membre du Comité.

Création d'un registre des nouveau-nés

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant création d'un registre des nouveau-nés.

High level seminar « Customs cooperation: harder, better, faster, stronger » pour les directeurs généraux de l'union douanière

Dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, un séminaire de haut niveau destiné aux directeurs généraux des 27 États membres de l'union douanière aura lieu les 23 et 24 mai. Sous la conduite d'orateurs et de panélistes des secteurs public et privé, les responsables des douanes de l'UE mèneront des discussions approfondies, échangeront des meilleures pratiques et fixeront le cap pour l'avenir vers une coopération douanière harder, better, faster, stronger.

Mitteilung vom 16.05.2024

Mention officielle du genre à l'État civil : un changement sur deux concerne les moins de 25 ans

Bruxelles, le 16 mai 2024 - En 2023, 607 personnes ont fait adapter la mention M/F sur leur carte d'identité afin de la faire mieux correspondre à leur identité de genre. C'est 39 personnes de plus qu'en 2022. La moitié de ces demandes provenaient de personnes âgées de moins de 25 ans. 81 % avaient moins de 35 ans. Cette tendance au rajeunissement des demandeurs•euses•x fait suite au changement de loi de 2017, qui a supprimé toutes les conditions médicales pour faire modifier la mention officielle du genre à l'État civil.

Mitteilung vom 15.05.2024

Communiqué de Presse de la Réunion Thématique Drogues de la Conférence Interministérielle Santé publique

La Réunion Thématique Drogues de la Conférence Interministérielle Santé publique approuvé aujourd'hui la constitution d'un panel consultatif en soutien à la Cellule Générale de Politique Drogues.



Belgische Nationalbank

NBB veröffentlicht FSR

Laut dem jüngsten Financial Stability Report der BNB ist der belgische Finanzsektor widerstandsfähig. Die Bank ergreift Maßnahmen, um diese Widerstandsfähigkeit auch in Zukunft zu gewährleisten. ... [weiter lesen](#)

Negativer Trend der belgischen Ein- und Ausfuhr gestoppt

In den letzten Monaten stabilisierte sich der Trend der immer niedrigeren, und schließlich negativen, Wachstumsraten seit Ende 2022. Allerdings sind die Zahlen immer noch negativ. Dies ist hauptsächlich auf Diamanten, Energie und chemische Erzeugnisse zurückzuführen. ... [weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 17 mei 2024

- Beslissing over beroep tegen besluit gemeenteraad Dilsen-Stokkem over verkaveling Rotem Centrum Zuid
- Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen (SERV) en Vlaams Economisch en Sociaal Overlegcomité (VESOC): vervanging leden
- Addendum beheersovereenkomst Literatuur Vlaanderen 2021-2025
- Beheersovereenkomst Vlaams GebarentaalCentrum 2024-2027
- Beheersovereenkomsten 2024-2026 koepelorganisaties amateurkunsten
- Standpunt Vlaams Gewest over door Franse overheid georganiseerd openbaar onderzoek rond offshore windmolenparkproject voor de kust van Duinkerke

- Organisatie pleegzorg en toelagen gezinsbeleid: wijzigingsbesluit
- Eén gemeenschappelijk overheidskader voor Centra voor ambulante revalidatie (CAR) en Centra voor geestelijke gezondheidszorg (CGG): uitvoeringsbesluit
- Samenwerkingsverband voor de regio Oost- en West-Vlaanderen: subsidie veilige hulpverleningstrajecten
- Raad van bestuur Vlaams Agentschap voor de Uitbetaling van de Toelagen in het kader van het Gezinsbeleid (VUTG): vervanging lid
- Agentschap Opgroeien: benoeming in graad van directeur-generaal
- Wijziging samenstelling erkenningscommissies paramedische beroepen e.a. en taakomschrijving Vlaamse Planningscommissie
- Wijziging besluit Logo's (loco-regionaal gezondheidsoverleg en -organisatie): herdefiniëring erkenning, werkgebieden en financiering
- Tijdelijke bijkomende middelen meerderjarige personen met een handicap met complexe ondersteuningsnoden
- Erkenning en subsidiëring units personen met een handicap met bijkomende ernstige psychische problematiek
- Actualisering erkenningsvoorwaarden ventilatie woonzorgcentra en centra voor kortverblijf type 1
- Personeelsstatuten Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum (OPZ) Geel en OPZ Rekem
- Versterken Agentschap Landbouw en Zeevisserij: uitzondering op de personeelsbesparingsdoelstelling
- Subsidies Lokaal Energie- en Klimaatpact (LEKP): rapporteringsdeadline
- Wijziging uitvoeringsbesluit decreet integratie- en inburgeringsbeleid: verwerking persoonsgegevens en verplichte inburgering bedienaars erediensdiensten
- Samenwerkingsovereenkomst Agentschap Integratie en Inburgering 2021-2026: addendum personeelsbeheer
- Indiening voordrachtsakten kandidaten lokale en provinciale verkiezingen: wijzigingsbesluit
- Uitvoeringsbesluit Kaderdecreet Vlaamse gelijkheids- en gelijkebehandelingsbeleid en wijzigingsbesluit geschillenkamer Vlaams Mensenrechteninstituut
- Wijziging Vlaams personeelsstatuut (VPS) en rechtspositieregeling lokale en provinciale besturen: omstandigheidsverlof na zwangerschapsverlies
- Bekwaamheidsbewijzen en salarisschalen basis- onderwijs, buitengewoon onderwijs en deeltijds kunstonderwijs: wijzigingsbesluit
- Centra voor volwassenenonderwijs: onderwijsbevoegdheden per vestigingsplaats
- Buitengewoon onderwijs: programmaties nieuwe types en oprichting nieuwe scholen
- Berekening geldelijke anciënniteit tijdelijke personeelsleden in het volwassenenonderwijs van het zomeraanbod
- Oordeel over beroep ingesteld door Vrije Universiteit Brussel tegen oordeel Commissie Hoger Onderwijs over macrodoelmatigheid Bachelor of Science Tandheelkunde
- Organisatie toelatingsexamen arts, tandarts en dierenarts: wijzigingsbesluit principe van bindende voorkeur
- Verlenging project professionalisering buitengewoon onderwijs in het kader van leersteun
- Uitbreiding standaardtrajecten secundair onderwijs schooljaar 2024-2025
- Programmatie duale structuuronderdelen gewoon voltijds secundair onderwijs: wijzigingsbesluit
- Programmaties (niet-)duale structuuronderdelen opleidingsvorm 4 buitengewoon secundair onderwijs
- Voorlopige vaststelling GRUP 'Hoge Kempen fase 1'
- Vacantverklaring van 1 functie van bestuursrechter bij de Raad voor Vergunningsbetwistingen en het aanleggen van een wervingsreserve
- Vacantverklaring 1 functie van bestuursrechter bij het Handhavingscollege en aanleggen wervingsreserve
- Uitgebreide procedure Raad voor Vergunningsbetwistingen: wijzigingsbesluit
- Implementatie Kaderdecreet Vlaamse Handhaving: wijziging besluit rechtspleging sommige Vlaamse bestuursrechtscolleges
- Aangifte en register voor kunstmest en bemesting: wijziging uitvoeringsbesluit bij het Mestdecreet (VLAREME)
- Rekeningendecreet 2023
- Invoeren Vlaams Kotlabel: wijzigingsbesluit
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021: uitbreiding opdrachten woonmaatschappijen om basiskoten te realiseren
- Verlenging subsidieregeling aan havenbedrijven voor havenkapiteinsdiensten toegewezen aan verkeersafwikkeling, veiligheid en vrijwaring van milieu
- Wijziging havenverkeersverordening Gent
- Wijzigingsbesluit openbardienstverplichting vervoer van personen met een handicap of een ernstig beperkte mobiliteit: verlenging en compensatiebedragen
- Wijziging havenverkeersverordening Antwerpen

- Goedkeuring projecten optimaliseren containerbinnenvaart in achterland Vlaamse havens
- Toepassingsgebied verkeer van havenvoertuigen in de haven van Antwerpen: wijzigingsbesluit
- Scholengroep Brussel - GO!Muziekacademie 'J.H.Fiocco' Schaarbeek: wijziging investeringssubsidie
- Personeel Technische Bijstand ESF+ Vlaanderen: koppenneutrale personeelsuitbreiding
- Wijziging decreet economisch ondersteuningsbeleid en aanverwante besluiten: verwijzing naar nieuwe Europese regelgeving en federale bepalingen
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 250. Ruisbroek - ACV-site
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 262. Kortrijk-Lijnwaadsite
- Addendum 4 bij Brownfieldconvenant 31. Vilvoorde- Mottay-Pissart
- Definitieve goedkeuring Brownfieldconvenant 237. Hasselt – Slachthuissite Havenstraat
- Universiteiten van de Vlaamse Gemeenschap: subsidie deelname Europese Universiteiten 2024
- Open Science beleid: subsidies 2024
- vzw Unizo, Onderwijs & Ondernemen: subsidie werkjaar 2024-2025
- Convenant Eos Wetenschap vzw 2024-2028
- vzw Vlaamse Jonge Ondernemingen (Vlajo): subsidie werkjaar 2024-2025
- Raad van bestuur Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (VDAB): vervanging lid
- vzw Dyzo: subsidie werkingsjaar 2024
- Vlaams opleidingsverlof (VOV): verlenging gemeenschappelijk initiatiefrecht 2024-2025
- Samenwerkingsovereenkomst Fonds Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen (FWO): activering aspirantenmandaat strategisch basisonderzoek met een maatschappelijke finaliteit
- Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek - Vlaanderen (FWO): wijziging reglementair kader Odysseusprogramma
- Bekrachtiging en afkondiging decreet (Vlaamse codex) dierenwelzijn
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over proefproject herkeuringen van voertuigen door erkende keurders bij erkende herstellere
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dat instemt met de luchtvervoersovereenkomst met Albanië
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet over het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugdgedelinquentierecht zijn opgericht
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dat diverse bepalingen wijzigt in Bodemdecreet om invulling te geven aan aanbevelingen parlementaire onderzoekscommissie PFAS-PFOS
- Bekrachtiging en afkondiging decreet met diverse bepalingen over omgeving, leefmilieu en natuur en ruimtelijke ordening
- Bekrachtiging en afkondiging decreet modulaire omgevingsvergunningprocedure
- Bekrachtiging en afkondiging decreet onderwijsdoelen eerste graad secundair onderwijs en zevende leerjaar gericht op hoger onderwijs
- Bekrachtiging en afkondiging Verzameldecreet Energie VI
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het bijzonder decreet over het gemeenschapsonderwijs, wat betreft het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugdgedelinquentierecht zijn opgericht
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over organisatie geïntegreerd gezins- en jeugdhulpbeleid
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet ad-hocwaarborgen voor ondernemingen en waarborgen voor financieringsfondsen en kredietportefeuilles
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot wijziging decreet met de vernieuwde taakstelling en gewijzigde financiering van de provincies, wat De Warande betreft
- Bekrachtiging en afkondiging decreet houdende wijziging decreet over de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, wat betreft de invoering van het laagste tarief van de ouderbijdrage voor kinderopvang voor kinderen van moeders die zijn ingeschreven in het secundair onderwijs
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dat instemt met samenwerkingsakkoord Digital Services Act (DSA)
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet interlandelijke adoptie
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het decreet dat diverse decreten wijzigt, wat het beheren en bewaren van bestuursdocumenten en persoonsgegevens betreft, aangenomen door het Vlaams Parlement op 8 mei 2024
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet modernisering milieueffectrapportage (MER)
- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet samenwerkingsakkoord oprichting Single Digital Gateway

- Bekrachtiging en afkondiging instemmingsdecreet Verdrag Internationale Arbeidsconferentie over vastlegging minimumlonen ontwikkelingslanden

Mededelingen

- Vlaamse Adviesraad voor Innoveren en Ondernemen (VARIO): jaarverslag 2023
- Erfgoedpremie via oproep (editie 2023): presentatiebeslissing
- Eindrapport Vlaams Jeugd- en Kinderrechtenbeleidspan 2020-2024
- Notulen van de vergaderingen van het auditcomité van de Vlaamse administratie van 21 maart 2024
- Notulen van de vergaderingen van het auditcomité van de lokale besturen van 21 maart 2024
- Basisrapport Grote Projecten en Programma's 2024
- Regionaal Mobiliteitsplan vervoerregio Leuven
- Regionaal Mobiliteitsplan vervoerregio Kortrijk
- Regionaal Mobiliteitsplan vervoerregio Vlaamse Ardennen
- Regionaal Mobiliteitsplan vervoerregio Antwerpen
- Topstukkenraad: benoeming leden
- Solvabiliteitsonderzoek
- Slimme regio Vlaanderen
- Circulaire economie in Vlaanderen en Europa
- Steun UNRWA
- Politieke dialoog EC over concurrentiekracht
- Openbare en opengestelde toiletten
- Arbeidsmatige activiteiten
- Evaluatie van de aanpak van seksueel misbruik
- Beleids- en begrotingstoelichting (BBT) naar aanleiding van de begrotingsuitvoering 2023
- Rapport kas-, schuld- en waarborgbeheer 2023
- Resolutie over een betere endometriosezorg

tions en vue de permettre la reconnaissance du caractère renouvelable ou bas carbone du gaz consommé en Région wallonne.

Prolongation de la prime domotique

Le Gouvernement Wallon a décidé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 la prime accordée aux particuliers pour des équipements de domotique.

Elle était initialement limitée au 31/12/2023. Elle a montré toute sa pertinence, notamment en amenant plusieurs sociétés commerciales à développer des applications particulièrement pertinentes à destination des ménages.

Des moyens supplémentaires pour la protection des milieux naturels en Wallonie

Sur proposition de la Ministre de la Nature Céline Tellier, le Gouvernement de Wallonie a adopté en troisième lecture un arrêté visant à octroyer des subventions permettant de financer la restauration de sites et le renforcement des services écosystémiques associés situés au sein de la "Structure écologique principale" qui reprend notamment les zones Natura 2000. L'objectif : rétablir ou maintenir dans un bon état de conservation d'habitats en danger de disparition.



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 16.05.2024

Reconnaissance du gaz renouvelable en Wallonie

Le Gouvernement wallon a adopté en troisième lecture un arrêté modifiant une série de disposi-

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäische Parlament

Europawahl: TV-Debatte der Spitzenkandidatinnen und Spitzenkandidaten für den Vorsitz der EU-Kommission

Die Eurovision-Live-Debatte zwischen den Spitzenkandidatinnen und -kandidaten für den Vorsitz der EU-Kommission findet am Donnerstag, den 23. Mai von 15:00-16:45 Uhr im EP in Brüssel statt.

Die Debatte im Plenarsaal des Europäischen Parlaments (EP) in Brüssel wird von der Union der Europäischen Rundfunkorganisationen (UER) in Zusammenarbeit mit den europäischen politischen Parteien und dem Europäischen Parlament organisiert. Die UER hat die Spitzenkandidatinnen und Spitzenkandidaten für den Vorsitz der EU-Kommission bekannt gegeben, die ihre Teilnahme an der Debatte am 23. Mai bestätigt haben:

- Walter Baier (Österreich), [Europäische Linke](#)
- Sandro Gozi (Italien), [Renew Europe Now](#)
- Ursula von der Leyen (Deutschland), [Europäische Volkspartei](#) (EVP)
- Terry Reintke (Deutschland), [Europäische Grüne](#)
- Nicolas Schmit (Luxemburg), [Sozialdemokratische Partei Europas](#) (SPE)

Die Kandidatinnen und Kandidaten werden auf Englisch sprechen. Verdolmetschung ist in 24 Sprachen vorgesehen.

Die Debatte wird auch auf der Website des Parlaments ([Multimedia-Center](#)) übertragen und ist über die [UER-Plattformen](#) zugänglich. Unabhängige Videoaufnahmen der Debatte aus dem Plenarsaal sind nicht gestattet.



„Schicksal(e) der Großregion“: Projektauswahl

Die AG Kultur des Gipfels der Großregion unterstützt zum zweiten Mal das Projekt „Schicksal(e) der Großregion“. Auf der Grundlage bisher unveröffentlichter wissenschaftlicher Arbeiten entsteht mit diesem Projekt ein Mosaik aus Einzelschicksalen, das in der Gesamtbetrachtung die Vielfalt der

Beziehungen zwischen den Regionen und den Menschen der Großregion aufzeigt. Der Aufruf nimmt dieses Mal die neueste Zeitgeschichte in den Blick und richtet sich an Journalistinnen und Journalisten sowie Medienschaffende.

Eine Jury wählte am 24. April 2024 fünf Projekte aus:

- „Der Lindy Hop Circle Trier / Quattropole Swing Exchange“ von Sophie Hegemann
- „Eugen Roth - Interregionale Zusammenarbeit als wichtige gewerkschaftliche Aufgabe“ von Florian Lisson, Hans-Jürgen Lüsebrink u. Luitpold Rampeltshammer
- „Geschichte der deutsch-französischen Anti-Atom-Bewegung“ von Christine Longin
- „Leben und Wirken von Dr. h.c. Arno Krause“ von Stephanie Briel
- „Jan Hillebrand - Die Intensivierung der deutsch-französischen Zusammenarbeit innerhalb der Firma Hillebrand“ von Benjamin Pfannes

Die Projekte sollen bei einem Workshop Anfang Juli in Trier vorgestellt werden. Im Anschluss an diesen Workshop und auf Grundlage der ausgearbeiteten Projekte werden die Autorinnen und Autoren bei der Aufarbeitung ihrer schriftlichen Beiträge als Podcasts begleitet. Sie sollen bis Ende dieses Jahres veröffentlicht werden.



EVTZ Euregio Maas-Rhein

3. Ausgabe des Dreiländerfestes

25. Mai 2024 auf dem **Ferdinand-Schmetz-Platz** in Herzogenrath

Das Dreiländerfest wird durch die AG Charlemagne mit der Unterstützung der Euregio Maas-Rhein seit 2022 organisiert.

Nach Vaals und Plombières findet es dieses Jahr in Herzogenrath statt.

Zahlreiche euregionale Strukturen und Netzwerke präsentieren ihre bürgerorientierten Dienstleistungen: z. B. wird **EMRIC** seine Arbeit in der grenzüberschreitenden Sicherheit veranschaulichen, und der GIP Aachen-Eurode wird die BesucherInnen auf die Grenzgänger Sprechtag aufmerksam machen.

Parallel zu den Informationsständen gibt es ein Bühnenprogramm, das Live-Acts aus den drei Ländern der Euregio präsentiert: Gesang, Tanz, Orchester.



Am 9. Juni 2024 wird in Belgien gewählt – und zwar auf drei Ebenen: europäisch, national und regional. Vor dem Hintergrund der im Juni endenden belgischen EU-Ratspräsidentschaft stellt sich die Frage, wo das Land einen Monat vor diesem Wahlmarathon steht. Aktuelle Umfragen deuten auf eine Polarisierung der Wählerschaft hin, die Prognosen für eine Regierungsbildung erschweren.

Das Europabüro der Konrad-Adenauer-Stiftung in Brüssel beleuchtet die Wahlprognosen und mögliche politische Konstellationen auf nationaler und regionaler Ebene, die Wahlkampfthemen, zukünftige Herausforderungen für eine neue Regierung sowie wagt einen Ausblick über die möglichen Ergebnisse des 9. Juni hinaus.

Der Bericht ist im Dienst Öffentlichkeitsarbeit erhältlich (frederic.krickel@staff.pdq.be).

Belgisches Staatsblatt



N. 104 vom 16. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. APRIL 2024 — **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport**, S. [63092](#).

N. 105 vom 17. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
14. SEPTEMBER 2023 — **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung**, S. [63314](#).

N. 107 vom 21. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
8. MAI 2024 — **Dekret zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und dem Königreich Belgien über die Erwerbstätigkeit bestimmter Familienmitglieder des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen, geschehen zu Brüssel am 10. November 2023**, S. [64192](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 103 vom 15. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
26. APRIL 2024 — **Königlicher Erlass über die Erfassung und Abfrage der Daten des Zentralregisters der Integritätsuntersuchungen und den Zugriff darauf**, S. [62689](#).

N. 107 vom 21. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. JANUAR 2021 — **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 30. August 2013 zur Einführung des Eisenbahngesetzbuches — Deutsche Übersetzung von Auszügen**, S. [63953](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202496]

18. APRIL 2024 _ Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, Artikel 16 § 1 Absatz 4;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, Artikel 23 § 1 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 23 § 3 des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport das Bewerbungsverfahren am 6. Februar 2024 auf den Internetseiten der Nationalen Anti-Doping-Organisation der Deutschsprachigen Gemeinschaft und des Leitverbands des ostbelgischen Sports veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass Herr Olivier Colonerus, Frau Tania van den Berghen, Frau Véronique Gensterblum und Herr Robert Vilz, ihre Bewerbungen respektive am 9. Februar 2024, 23. Februar 2024, 26. Februar 2024 und 28. Februar 2024 eingereicht haben;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 23 § 2 desselben Erlasses am 23. März 2024 eine Ausbildung für die betreffenden Bewerber stattgefunden hat sowie eine theoretische und praktische Prüfung durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass alle Bewerber die in Artikel 23 § 1 Absatz 3 desselben Erlasses aufgeführten Voraussetzungen erfüllen und somit für eine Bestellung als Begleitpersonen für die Begleitung der Kontrollärzte und die Beaufsichtigung der Sportler bei Dopingkontrollverfahren gemäß Artikel 16 § 1 Absatz 4 des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport in Frage kommen;

Auf Vorschlag des für Sport zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 8. Juni 2023 und vom 24. Oktober 2023, wird folgender Absatz 3 eingefügt:

“Folgende Personen werden ab dem 18. April 2024 als Begleitperson für die Begleitung der Kontrollärzte und die Beaufsichtigung der Sportler bei Dopingkontrollverfahren bestellt:

1. Herr Olivier Colonerus;
2. Frau Véronique Gensterblum;
3. Frau Tania van den Berghen;
4. Herr Robert Vilz.”

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für Sport zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 18. April 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202260]

14. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Aufgrund des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus, Artikel 11 § 1 Absatz 1, 12 § 1 Absatz 2, 17 Absatz 1 und 29 Nummern 2 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 9. Mai 2023;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 11. Mai 2023;

Aufgrund des Begutachtungsantrags innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, welcher dem Staatsrat am 10. Juli 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 vorgelegt wurde;

In Erwägung, dass das Gutachten nicht innerhalb dieser Frist mitgeteilt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973;

Auf Vorschlag des Ministers für Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 Absatz 2 Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unterkunftsbetriebe sowie deren Einstufung wird das Wort "beide" durch das Wort "alle" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. § 1 Absatz 2 Nummer 6 wird aufgehoben;
2. In § 1 Absatz 2 wird folgende Nummer 12 eingefügt:
"12. einen Hinweis zur Erhebung, Verwendung und Aufbewahrung der Daten."
3. In § 2 Absatz 1 Nummer 1 wird zwischen dem Wort "Empfangsbestätigung" und der Wortfolge "für den Antrag" die Wortfolge "der Gemeinde" eingefügt;
4. In § 3 Absatz 2 wird folgender Satz eingefügt:
"Zur Überprüfung erfolgt eine Inspektion gemäß Artikel 25 des Dekrets".

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 wird der einleitende Satz wie folgt ersetzt:
"Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Hotel" folgende Mindestanforderungen: "
2. § 1 Nummer 3 wird wie folgt ersetzt:
"3. Empfangsbereich: Ausgewiesener (gestalteter und gekennzeichnet) Bereich, in dem die Privatsphäre des Gastes geschützt wird;"
3. In § 1 Nummer 4 wird die Wortfolge "telefonisch von innen und außen" durch die Wortfolge "über digitale Kommunikation oder per Telefon" ersetzt;
4. In § 1 Nummer 5 wird nach dem Wort "gereinigt" die Wortfolge ", mit der Möglichkeit für den Gast, dies abzuwählen" eingefügt;
5. In § 1 Nummer 7 wird nach dem Wort "gewechselt" die Wortfolge ", mit der Möglichkeit für den Gast, dies abzuwählen" eingefügt;
6. Folgender § 1 Nummer 7.1 wird eingefügt:
"7.1 Bargeldlose Zahlung;"
7. § 1 Nummer 9 wird wie folgt ersetzt:
"9. Angebot von Hygieneartikeln auf Wunsch;"
8. § 1 Nummer 10 wird wie folgt ersetzt:
"10. Serviceleitfaden, gedruckt oder digital, mit mindestens Angabe der Frühstückszeiten, Öffnungszeiten von Hoteleinrichtungen und Check-Out-Zeiten;"
9. In § 1 Nummer 15 wird zwischen dem Wort "Informationsmaterial" und der Wortfolge "zur Verfügung" wird die Wortfolge ", gedruckt oder digital," eingefügt;
10. Folgender § 1 Nummer 17 wird eingefügt:
"17. WLAN-Internetzugang im öffentlichen Bereich und auf den Zimmern."
11. § 2 Absatz 1 Nummer 2 wird wie folgt ersetzt:
"2. Waschbare Matratzenhygienebezüge, keine einfache Molton- oder Kalmuckauflage;"

12. Folgender § 2 Absatz 1 Nummer 4.1 wird eingefügt:
"4.1. jährliche Tiefenreinigung und/oder Neuanschaffung der Kopfkissen;"
13. In § 2 Absatz 1 Nummer 6 wird die Wortfolge "eine Weckvorrichtung oder" gestrichen;
14. § 2 Absatz 1 Nummer 9 wird wie folgt ersetzt:
"9. einen separaten Garderobenhaken;"
15. § 2 Absatz 1 Nummer 10 wird wie folgt ersetzt:
"10. eine Sitzgelegenheit;"
16. § 2 Absatz 1 Nummer 11 wird wie folgt ersetzt:
"11. einen Tisch, Schreibtisch oder ähnlichen Arbeitsplatz;"
17. Folgender § 2 Absatz 1 Nummer 15 wird eingefügt:
"15. TV-Dienste mit Monitor in für die Raumverhältnisse angemessener Größe mit Fernbedienungsfunktion."
18. In § 3 Nummer 1 Satz 1 wird nach dem Wort "Duschvorhang" die Wortfolge "oder gleichwertiger Trennvorrichtung" eingefügt;
19. § 3 Nummer 8 wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Der einleitende Satz wird wie folgt ersetzt:
"Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Ferienwohnung" folgende Mindestanforderungen: "
2. In Nummer 9 wird nach dem Wort "Abstellkammer" die Wortfolge "sowie Kellerräume mit Freizeitangebot" eingefügt;
3. In Nummer 22 wird die Wortfolge "Kontaktnummer des Vermieters und Notrufnummern" durch die Wortfolge "Notrufnummern, Preise und Kontaktangaben des Vermieters" ersetzt;
4. Folgende Nummer 23 wird eingefügt:
"23. eine Sitzgruppe (Sofa und/oder Sessel) ist vorhanden."

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Der einleitende Satz wird wie folgt ersetzt:
"Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Bed & Breakfast" folgende Mindestanforderungen: "
2. In Nummer 8 wird zwischen dem Wort "Teeküche," und dem Wort "Kellerräume" die Wortfolge "Diele bzw. Flur," eingefügt;
3. In Nummer 20 wird das Wort "Kontaktnummern" durch das Wort "Kontaktangaben" ersetzt.

Art. 6 - In denselben Erlass wird folgender Artikel 5.1 eingefügt:

"Art. 5.1 - Mindestanforderungen in der Kategorie Gruppenunterkunft

Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Gruppenunterkunft" folgende Mindestanforderungen:

1. ein gefahrloser Zugang zum Objekt muss gewährleistet sein;
2. für eine zweckmäßige und ausreichende Beleuchtung im Eingang, auf dem Weg zu den Zimmern, in allen Zimmern und Gemeinschaftsräumen ist gesorgt;
3. Steckdosen sind in allen Räumen vorhanden;
4. die angebotene Wohnfläche muss der Gruppengröße angepasst sein;
5. in allen für die Gäste zugänglichen Räume befindet sich eine regulierbare Heizquelle, mit Ausnahmen von Dielen bzw. Fluren und Abstellräumen;
6. alle für die Gäste zugänglichen Räume besitzen mindestens ein Außenfenster, mit Ausnahme der Sanitärbereiche, Flure und Abstellkammern sowie Kellerräume mit Freizeitangebot;
7. die Außenfenster der Schlafräume sind verdunkelbar;
8. die Betten sind in gutem und gepflegtem Gesamtzustand. Mehrteilige Matratzen und Zustellbetten sind nicht zugelassen. Nur einwandfreie Matratzen, Oberbetten, Kopfkissen und Hygienebezüge (Moltonauflage) für die angegebene Personenanzahl sind vorhanden;
9. es wird ausreichend Stauraum u.a. für Kleidung entsprechend der Personenanzahl in den Zimmern vorgesehen;
10. die Anzahl der Sanitäranlagen muss der maximalen Personenanzahl angepasst sein;
11. Toiletten müssen mit einer abschließbaren Türe ausgestattet sein;
12. alle Sanitäranlagen ohne Fenster müssen mit einer Belüftung ausgestattet sein;
13. Sanitäranlagen mit Außenfenstern sind nicht einsehbar;
14. eine Essgelegenheit mit ausreichender Sitzmöglichkeit für die angegebene Personenanzahl ist vorhanden;
15. eine tägliche Reinigung der Gemeinschaftsräume und Sanitäranlagen ist gewährleistet;
16. ein Aushang informiert über Notrufnummern, Preise und Kontaktangaben des Personals (24h/24h)."

Art. 7 - Artikel 6 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Der einleitende Satz wird wie folgt ersetzt:
"Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Saisonale Unterkunft" folgende Mindestanforderungen: "

2. In Nummer 1 wird die Wortfolge "31. Oktober" durch die Wortfolge "30. November" ersetzt;
3. In Nummer 4 wird das Wort "Müllentsorgung" durch die Wortfolge "Mülltrennung und -entsorgung" ersetzt;
4. In Nummer 5 wird das Wort "Kontaktnummern" durch das Wort "Kontaktangaben" ersetzt.

Art. 8 - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 wird der einleitende Satz wie folgt ersetzt:
"Jede Unterkunft muss innen und außen sauber und gut unterhalten sein. Zusätzlich erfüllt eine touristische Unterkunft der Kategorie "Camping" folgende Mindestanforderungen: "
2. In § 1 Nummer 4 werden folgende Sätze eingefügt:
"Sie müssen jedoch zwingend ihren mobilen Charakter behalten, das heißt untergeordnete Bauteile haben keine feste Verbindung zum Boden und müssen ohne besonderen technischen Aufwand entfernt werden können. Hierbei handelt es sich um handelsübliche Vorzelte, Vordächer, Treppen und Terrassen;"
3. § 1 Nummer 5 wird wie folgt ersetzt:
"5. einzig zulässig auf einem Stellplatz sind eine Parkfläche, die mobile Unterkunft, ein Vorzelt, ein Gartenhaus sowie eine Terrasse;"
4. Folgender § 1 Nummer 5.1 wird eingefügt:
"5.1 die mobile Unterkunft darf nicht mit einer Terrasse, Veranda oder festen Installation (Zaun, Gartenhaus) ausgestattet werden, wenn diese die Mobilität verhindert. Lediglich abnehmbare Terrassen und Vorzelte, die diese Fähigkeit, sich in Bewegung zu setzen, nicht beeinträchtigen, sind zulässig;"
5. Folgender § 1 Nummer 5.2 wird eingefügt:
"5.2 eine Terrasse ist nicht überdacht. Überdachte Terrassen gelten als Vorzelt;"
6. In § 1 Nummer 6 wird Satz 1 gestrichen;
7. In § 1 Nummer 12 wird Satz 2 gestrichen;
8. In § 1 Nummer 18 wird das Wort "Camping" durch das Wort "Campingplatz" ersetzt;
9. In § 2 wird im einleitenden Satz das Wort "Durchgangsstellplätze" durch das Wort "Stellplätze" ersetzt;
10. In § 2 Nummer 5 wird die Wortfolge "für Fön und Rasierapparat" gestrichen;
11. § 3 Nummer 2 wird aufgehoben;
12. § 3 Nummer 3 wird aufgehoben;
13. In § 3 Nummer 7 wird das Wort "Müllentsorgung" durch die Wortfolge "Mülltrennung und -entsorgung" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 8 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In § 2 Absatz 1 werden folgende Nummern 8 bis 15 eingefügt:
"8. die Anzahl und die Lage der den Gästen zugänglichen Räume;
9. die Angaben zu Anzahl und zur Lage offener Feuerstellen;
10. die Angaben zu Anzahl und zur Lage der 6 Kg-Feuerlöscher;
11. die Art, Anzahl und Lage der Rauch- und Brandmelder;
12. das Baumaterial der Zwischendecken;
13. die Art des Heizungssystems und bei Gasversorgung die Art der Versorgung (Leitung, Tank, Flaschen);
14. die Angaben zu den getroffenen Sicherheitsvorkehrungen: Fluchtpläne, mehrsprachige Verhaltensregeln im Brandfall sowie ausgeschilderte Fluchtwege und Lagerort des Feuerlöschers pro Stockwerk;
15. die Angaben zur Erreichbarkeit des Gebäudes und der Stockwerke."
2. In § 2 Absatz 2 wird folgende Nummer 1.1 eingefügt:
"1.1 eine Bescheinigung der Versicherungsgesellschaft über eine Feuer- und Gebäudehaftpflichtversicherung;"
3. In § 2 Absatz 2 Nummer 2 wird im einleitenden Satz nach dem Wort "Kontrollbescheinigungen" die Wortfolge "durch ein externes Kontrollorgan" eingefügt;
4. § 2 Absatz 2 Nummer 2 Buchstaben b) bis d) werden wie folgt ersetzt:
"b) Gasanlagen und alle damit verbundenen Geräte, nicht älter als 5 Jahre;
c) Brandmeldeanlage, soweit vorhanden, nicht älter als 3 Jahre;"
5. In § 2 Absatz 2 wird folgende Nummer 3 eingefügt:
"3. eine Kopie der Wartungsbescheinigung der Heizungsanlage, einschließlich Fegenachweis der Schornsteine, nicht älter als 1 Jahr, ausgestellt durch ein von der Wallonischen Agentur für Luft und Klima (AwAC) anerkanntes Unternehmen."
6. § 3 Absätze 2 und 3 werden aufgehoben.

Art. 10 - Die Anlage 3 desselben Erlasses wird durch den Anhang des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 11 - In der Anlage 4 desselben Erlasses wird Nummer 32 gestrichen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Oktober 2023 in Kraft.

Art. 13 - Der für Tourismus zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 14. September 2023

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien
I. WEYKMANS

64192

BELGISCH STAATSBLAD — 21.05.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202719]

8. MAI 2024 — Dekret zur Zustimmung zu dem Abkommen zwischen dem Vereinigten Königreich Großbritannien und Nordirland und dem Königreich Belgien über die Erwerbstätigkeit bestimmter Familienmitglieder des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen, geschehen zu Brüssel am 10. November 2023 (1)

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Nummerierte Dokumente: 374 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf

374 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 8. Mai 2024 - Nr. 74 Diskussion und Abstimmung

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlement francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news_secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calrenet.eu

BELGISCHES STAATSBLATT

www.ejustice.just.fgov.be